



Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Accord-cadre de services

Prestations d'entretien des espaces verts de l'Université Paris 8











**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Accord-cadre n° 2024AF07





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	10
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
8.	LITIGE ET SANCTIONS	13
9.	FIN DU CONTRAT	18

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Prestations d'entretien des espaces verts de l'Université Paris 8
	Acheteur	Université Paris 8
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de services, sans minimum et avec maximum
	Structure	5 lots
	Lieu d'exécution	Université Paris 8 (campus principal de Saint-Denis, Maison de la Recherche et Bibliothèque) et ses IUT de Montreuil et de Tremblay-en-France
	Durée	12 mois – 3 reconductions de manière tacite – Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
	Développement durable	Clause environnementale – Clause sociale
	Pénalités de retard	Pénalité forfaitaire de 50 € par jour de retard
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Prix mixtes

Article 1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

Article 2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

2.1.1. Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Prestations d'entretien des espaces verts de l'Université Paris 8.

Le contrat porte sur les opérations d'entretien des espaces verts de l'Université Paris 8, régulières et ponctuelles.

2.1.2. Lieux d'exécution :

Les lieux d'exécution des prestations sont : **l'Université Paris 8 (campus principal de Saint-Denis, Maison de la Recherche et Bibliothèque) ainsi que ses IUT de Montreuil et de Tremblay-en-France.**

La répartition des lots sur les sites est précisée en 6.1.1 du présent CCAP.

2.1.3. Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement (AE, un AE par lot) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'université fait seul foi, et son annexe RGPD.
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'université fait seul foi,
- 3) Le Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'université fait seul foi, et ses deux annexes.

- 4) La décomposition du prix global et forfaitaire (une DPGF par lot) des prestations régulières,
- 5) Le bordereaux des prix unitaires des prestations ponctuelles (BPU commun à tous les lots),
- 6) Le mémoire technique du titulaire,
- 7) Le Cahier des Clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021.

2.1.4. Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

Il perd le bénéfice de cette exclusivité s'il ne peut répondre à un besoin ponctuel dans le délai stipulé par le demandeur (responsable d'exploitation) ou en cas de refus exprès.

L'Université Paris 8 se réserve la possibilité de recourir à un autre prestataire pour des interventions de réfection résultant de :

- catastrophes naturelles
- intempéries
- dégradations volontaires
- vol

L'Université Paris 8 se réserve également la possibilité de recourir à un autre prestataire pour la création ou la modification d'espaces plantés.

Les espaces végétalisés du CNIS, ainsi que le bosquet de l'IUT de Tremblay-en-France sont exclus du présent accord-cadre.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université Paris 8**, représenté par Annick Allaigre Présidente de l'Université.

Adresse et coordonnées :

Université Paris 8
2, Rue de la Liberté
Saint-Denis
93526 SAINT-DENIS cedex
Téléphone : 01 49 40 67 89
Courriel : service.marches@univ-paris8.fr
Site internet : <https://www.univ-paris8.fr/>

2.2.1. Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Article 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

3.1.1. Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un **accord cadre à bons de commande, sans minimum et avec un maximum** en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations du contrat sont décomposées en **5 lots**.

L'accord-cadre est alloté comme suit :

Type	Objet et forme
Lot	<i>Lot n°1 Prestations d'entretien des espaces verts du campus principal de l'Université de Saint-Denis</i>
Lot	<i>Lot n°2 Prestations d'entretien des espaces verts de la Maison de la Recherche (MR) de l'Université de Saint-Denis</i>
Lot	<i>Lot n°3 Prestations d'entretien des espaces verts de l'IUT de Tremblay-en-France</i>
Lot	<i>Lot n°4 Prestations d'entretien des espaces verts de l'IUT de Montreuil</i>
Lot	<i>Lot n°5 Prestations d'entretien des espaces verts de la Bibliothèque de l'Université de Saint-Denis</i>

L'accord-cadre est décomposé **en deux catégories de prestations** :

- **Prestations annuelles forfaitaires**, pour les prestations régulières d'entretien des espaces verts telles qu'elles sont chiffrées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- **Prestations hors forfait**, commandées au fur et à mesure des besoins, telles qu'elles sont chiffrées dans les BPU, pour les prestations occasionnelles.

Le contenu de ces deux catégories de prestations est précisé dans le CCTP (Article 3 – Détail des prestations).

Les prestations donnent lieu à l'émission de bons de commande dans les conditions fixées ci-après (article 3.1.3).

3.1.2. Evaluation des besoins

Le montant des prestations par lot s'établit comme suit :

Lot	Montant estimatif HT annuel (hors forfait)	Montant maximum HT (forfait + hors-forfait) sur la durée de l'accord-cadre*
1	6 250 €	200 000 €
2	2 500 €	80 000 €
3	3 000 €	96 000 €
4	2 500 €	80 000 €
5	1 875 €	60 000 €

* Montants estimatifs qui n'engagent pas l'Université

3.1.3. Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

3.1.4. Présentation des bons de commande :

Les prestations forfaitaires font l'objet d'un bon de commande annuel, à la notification du marché, puis les années suivantes à la date anniversaire de reconduction du contrat.

Les prestations hors forfait sont notifiées au fur et à mesure des besoins par l'envoi d'un bon de commande au titulaire de l'accord-cadre.

Pour les prestations hors forfait, chaque bon de commande précisera :

- Les références du présent accord-cadre, le numéro du lot,
- **Le numéro du bon de commande**,
- La description des prestations et/ou fournitures commandées,
- Les prix unitaires hors taxes et le montant total TTC de la commande,
- Le lieu d'exécution,
- L'adresse de facturation.

Le titulaire a l'obligation de n'accepter que les bons de commande numérotés et signés électroniquement par les personnes habilitées à engager juridiquement l'Université, et s'engage également à n'accepter aucune commande téléphonique.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur ou toute personne qu'il a désignée à cet effet.

Article 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

4.1.1. Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la notification du contrat.

Il pourra ensuite être **tacitement reconduit trois fois pour la même durée** sauf décision contraire de l'université adressée au titulaire trois mois au moins avant la date anniversaire de la notification, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande publique, le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

4.1.2. Prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

4.1.3. Délai des bons de commande :

La conclusion des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité du marché.

La durée maximale d'exécution des bons de commande émis en fin de période de validité du marché est 2 mois.

Sauf mention contraire dans le bon de commande, les délais d'exécution sont de 72 heures sauf en cas d'urgence.

Article 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

5.1.1. Nature des prix :

Les prix du contrat sont **mixtes**, forfaitaires pour les prestations récurrentes, et unitaires pour les prestations occasionnelles.

5.1.2. Variation des prix :

Les prix sont fermes la première année. Ils peuvent ensuite être révisés une fois par an, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, suivant les modalités suivantes :

La **formule de variation** utilisée est :

$$P = P_o \times [0.15 + 0.85 \times (I_o/I_m)]$$

P = prix révisé

P_o = prix initial

I_o = valeur de l'index au mois Mo

I_m = valeur de l'index pour le mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
001711017	Index divers de la construction - EV4 - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis. En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque prestation**.

La révision s'applique chaque année à partir des factures du mois anniversaire de la notification. Elle est effectuée sur la base des valeurs des indices à leur première publication.

A titre exceptionnel, il sera possible, sur demande du titulaire, après accord du pouvoir adjudicateur de modifier la périodicité de la révision.

Toute demande de remise à jour du prix devra être présentée par le titulaire, accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix, un mois au moins avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. L'université dispose de 20 jours à compter de la réception de cette demande pour accepter ou refuser la révision.

Les informations relatives à la variation des prix est communiquée au service facturier et au service des achats et des marchés par courriel aux adresses suivantes :

sfact@univ-paris8.fr

service.marches@univ-paris8.fr

La demande de revalorisation de prix intervenant hors des délais prescrits ne sera applicable que pour les factures émises après acceptation des nouveaux tarifs par l'Université.

5.1.3. Clause de sauvegarde :

En cas de hausse supérieure à 3 %, et par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, l'Université se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

5.1.4. Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

5.1.5. Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

5.1.6. TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

5.2.1. Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue pour toute commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 30 % (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance sera réglée dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

5.2.2. Envoi des factures :

Les factures devront parvenir à l'université via la plateforme CHORUS PRO en renseignant les champs suivants :

- n° Siret : 199 318 270 000 14
- le numéro du marché ou de l'accord-cadre, et du lot le cas échéant,

- le numéro d'engagement (n° EJ-CDE ou EJ-ATT figurant sur la commande).

Le défaut de saisie du n° d'EJ dans Chorus entraînera le rejet de la facture.

5.2.3. Mode de règlement :

Le mode de règlement est le virement administratif.

5.2.4. Nantissement :

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par les articles R.2191-46 à R.2191-62, du code de la commande publique, sont désignés :

- comme ordonnateur : la présidente de l'université Paris 8
- comme comptable assignataire des paiements : l'agent comptable de l'université Paris 8
- comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'articles R2191-62 du code de la commande publique : l'agent comptable de l'université Paris 8.

5.2.5. Présentation des demandes de paiement :

Les factures portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- Le numéro du compte bancaire ou postal,
- Le numéro et l'objet du marché ou de l'accord-cadre,
- Le numéro du lot, le cas échéant,
- Le numéro de bon de commande (n° EJ),
- La date d'exécution des prestations,
- La nature des prestations exécutées,
- Le montant total HT,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant T.T.C
- La date et l'adresse de facturation Université Paris 8 Service facturier Boîte 76, 2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX

L'absence d'une mention obligatoire, et plus particulièrement le numéro du marché ou de l'accord-cadre et de commande (n° EJ) entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

5.2.6. Périodicité des paiements :

En ce qui concerne **les prestations régulières et forfaitaires**, les factures seront émises trimestriellement à terme échu, pour un montant égal à un quart du montant figurant à l'Acte d'engagement.

Pour les **prestations ponctuelles et hors-forfait**, les factures seront émises au fur et à mesure des commandes et seront accompagnées du **devis du titulaire** lequel précisera au minimum :

- Le numéro de l'accord-cadre,
- La nature des interventions réalisées

Les paiements interviennent à l'issue de l'admission des prestations.

5.2.7. Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par acompte.

5.2.8. Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Article 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

6.1.1. Lieux de livraison des prestations :

Les services et composantes de l'Université sont répartis sur les sites suivants :

- Site de Saint-Denis : 2 rue de la Liberté, 93200 Saint-Denis (Lots 1, 2 et 5)
- IUT de Tremblay : Rue de la Râperie, 93290 Tremblay (Lot 3)
- IUT de Montreuil : 140 rue Nouvelle France, 93100 Montreuil (Lot 4)

6.2. Vérification des prestations

6.2.1. Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

6.2.2. Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisé et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission,

d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

6.2.3. Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les personnes mentionnées à l'article 1.3 du CCTP – Interlocuteurs désignés pour chacun des lots.

6.3. Développement durable

6.3.1. Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont détaillées en article 4.5.1. du CCTP.

Le titulaire est engagé sur la base de son offre.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.3.2. Clause sociale d'insertion par l'activité économique

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, l'Université Paris 8 souhaite faire appliquer l'article 4 du décret n° 2005-1742 du 30 décembre 2005 en incluant dans le présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire devra réserver réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

La clause s'applique au Lot 1 du contrat.

6.2.3.1. Nombre d'heures d'insertion

Le titulaire a l'obligation de réserver **192 heures au titre de l'insertion obligatoire**, durant toute la période d'exécution du marché, avec une obligation de réaliser au moins 48 heures par année d'exécution.

6.3.2.2 Modalités de mise en œuvre

Dans un délai d'un mois à compter de la date de notification, une réunion de lancement est organisée en présence du personnel d'encadrement permanent du prestataire, du référent technique de l'Université Paris 8 (ou son représentant) et du Facilitateur pour les clauses sociales de la Maison de l'Emploi de Plaine Commune, habilité par le pouvoir adjudicateur.

Dans cet accord-cadre, seules les heures effectivement travaillées seront comptabilisées, les congés payés seront exclus des heures comptabilisées dans le cadre du parcours d'insertion.

De plus, concernant les périodes d'immersion en entreprises (en vue de valider un projet professionnel ou de faire un essai dans une entreprise qui recrute par exemple), certains salariés peuvent bénéficier d'une PMSMP (Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel). Dans ce cas, l'attributaire de cet accord-cadre pourra comptabiliser 100% du temps affecté aux heures liées au chantier lui-même (à savoir le temps effectué prévisionnellement pour les travaux support sur site : soit X jours par semaine que le salarié aurait dû faire sur ses heures chantier).

Quel que soit le motif (cas de force majeure, situation exceptionnelle imprévue...), si le titulaire estime, avant le dernier trimestre de l'année de chaque année du marché, que le volume d'heures ne sera pas atteint, il devra produire un écrit explicatif au pouvoir adjudicateur pour l'en alerter.

Le pouvoir adjudicateur appliquera les dispositions prévues à l'article 8.1. du présent CCAP à l'encontre du titulaire, en cas de non-réalisation du volume d'heures prévues.

Le positionnement des publics prévus, émergeant spécifiquement sur ce marché, devra faire l'objet d'une justification au regard de leur parcours d'insertion. En ce sens, le déploiement d'une personne éligible à l'insertion, devra être précédé d'une validation en amont par le facilitateur de la Maison de l'Emploi de Plaine Commune, habilité par le pouvoir adjudicateur. Il s'agira en priorité de personnes éloignées de l'emploi : demandeurs d'emploi, notamment de longue durée, participants du PLIE, allocataires du RSA, travailleurs handicapés, personne sous-main de justice et accompagnés par un SPIP, jeunes sans qualification ni expérience professionnelle ou le cas échéant, personnes, orientées par les différents partenaires du dispositif, cumulant des freins à leur insertion professionnelle.

Déroulement de l'accompagnement des personnels en insertion :

Les heures de travail rémunérées, support de la démarche d'insertion, seront obligatoirement assorties d'un dispositif d'accompagnement spécifique à chaque individu.

Si le Titulaire n'a pas la capacité, en propre, d'assurer l'accompagnement des personnels en insertion, il devra obligatoirement faire appel à une structure spécialisée par le biais de la co-traitance ou de la sous-traitance (notamment les structures de l'Insertion par l'Activité Economique et assimilés). Celle-ci devra se trouver dans un périmètre raisonnable autour des sites désignés pour ce marché et ce, afin de faciliter les démarches liées à l'accompagnement des personnels en insertion. Le prestataire examinera avec le Facilitateur de la Maison de L'Emploi de Plaine Commune (dont les coordonnées sont mentionnées à l'Acte d'Engagement) les parcours d'insertion afin de vérifier la validité des positionnements conformément aux étapes d'accompagnement.

Afin de préparer la préparation de la sortie du marché, le pouvoir adjudicateur, l'entreprise attributaire et le facilitateur clause d'insertion sociale devront prendre toutes les dispositions afin de mettre les salariés dans une dynamique de retour à l'emploi. Cette phase est organisée autour d'une recherche d'emploi structurée, en lien avec le référent, dans le cadre d'ateliers collectifs ou d'entretiens individuels.

6.4. Autres stipulations

6.4.1. Clause de réexamen et modifications du contrat :

En cours d'exécution du marché, le périmètre du contrat peut être modifié en cas de travaux affectant la configuration des sites (construction de nouveaux bâtiments, démolition, réaménagement des voies de circulation internes), sans pour autant que le contrat soit lui-même modifié. Ce changement de périmètre peut avoir des conséquences sur le montant du marché, mais ne changera pas la nature de celui-ci.

L'acheteur informe le titulaire de la programmation des travaux au moins un mois avant le démarrage de ceux-ci. Le résultat du réexamen est formalisé par un avenant ou une décision unilatérale de l'acheteur.

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation du titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une **solution technique innovante** en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

6.4.2. Evolution des prix en cas d'imprévision

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une **clause d'évolution des prix** dans les conditions suivantes : une des parties au contrat peut saisir par courrier ou via PLACE l'autre partie en vue d'organiser une réunion de médiation. A la saisine, les parties organisent dans un délai maximum de 30 jours la réunion de médiation. Lors de cette réunion, les parties s'engagent à définir une procédure à suivre pour traiter la demande d'imprévision. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de **mesures transitoires de prévention et de sécurité**.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer, ou un nouveau co-traitant en cas de groupement.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

6.4.3. Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

Article 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

7.1.1. Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

7.1.2. Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG FCS et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

7.1.3. Devoir d'information et de conseil :

Se reporter à l'article 4.2 du CCTP.

7.1.4. Obligation de vigilance :

Tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement par l'université, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

7.1.5. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

7.1.6. Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de

l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

7.1.7. Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

7.2.1. Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

7.2.2. Plan de prévention

Les prescriptions relatives à l'hygiène et la sécurité sont appliquées conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992. Le titulaire doit se conformer à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des prestations, le respect de ces dispositions relevant de la responsabilité du titulaire. Après notification du marché, un plan de prévention est établi entre le titulaire et l'université. Il est valable pour la durée du marché. Il est mis à jour en cas de modification des modalités d'intervention.

Article 8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

8.1.1. Pénalités et résiliation pour non-respect des principes de laïcité et de neutralité :

Lorsque les titulaires méconnaissent les obligations relatives au respect des principes de laïcité et de neutralité, l'Université Paris 8 les met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'Université Paris 8 se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire puis, en cas de manquement persistant, de prononcer

la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

8.1.2. Pénalité pour non-réalisation de la clause d'insertion sociale

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dans le cas où il produirait un écrit explicatif alertant le pouvoir adjudicateur avant le dernier trimestre de l'année du marché, sur le fait que le volume d'heures ne serait pas atteint du fait d'un cas de force majeure ou d'une situation exceptionnelle imprévue.

8.1.3. Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

8.1.4. Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

8.1.5. Règlement des différends :

Les correspondances relatives au présent accord-cadre sont rédigées en français. Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties.

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

8.1.6. Régime des pénalités :

Toutes ces pénalités sont cumulables ; dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte serait prise en considération.

Ces pénalités, non soumises à la T.V.A., sont déduites du montant de la facture TTC ; elles sont précomptées par ordre de préférence sur la facture correspondant à la prestation ou les factures de l'accord-cadre. Elles pourront être appliquées sans mise en demeure préalable.

8.1.7. Montant des pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	Forfait de 50 € par jour de retard
Non-respect ces conditions d'exécution prévues par la clause environnementale	En cas de non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement imputable au titulaire 100,00 € forfaitaire par manquement constaté
Non-réalisation des prestations d'insertion en volume horaire pour lequel le prestataire s'est engagé dans l'Acte	3 fois le montant du SMIC horaire en vigueur à la date du marché pour toute heure d'insertion non réalisée

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
d'Engagement	
Non-respect des principes de laïcité et de neutralité	Le titulaire du contrat est en charge de l'exécution d'un service public. Il s'engage, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, à respecter les principes d'égalité, de laïcité et de neutralité. 100,00 € par manquement
Pénalités pour travail dissimulé	Des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail. 500,00 € Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché, et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.
Non-respect des protocoles de sécurité	100,00 € par manquement
Défaut de nettoyage ou autres manquements prévus au cahier des charges	100,00 € par manquement

8.2. Autres stipulations

8.2.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet (dans un délai de (15) quinze jours), ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

8.2.2. Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet (sous couvert d'un préavis minimum de (15) quinze jours) pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

8.2.3. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Montreuil
7, Rue Catherine Puig
93558 Montreuil

Téléphone : 01 49 20 20 00

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Site internet : <https://montreuil.tribunal-administratif.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Article 9. FIN DU CONTRAT

9.1.1. Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

9.1.2. Résiliation pour révision des prix :

L'université Paris 8 peut résilier le présent marché par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG/FCS sous couvert d'un préavis minimum d'un (1) mois notamment si la révision des prix conduisait à une augmentation annuelle supérieure à celle prévue à l'article 5.1.3 du présent CCAP.

9.1.3. Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

9.1.4. Garantie :

Le titulaire garantit le remplacement des fournitures détériorées en cas de défaut des soins appropriés prévus à sa charge.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1.3. du contrat déroge à l'article 4 du CCAG
La rubrique *Clause de sauvegarde* de l'article 5.1.3. du contrat déroge à l'article 4 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour non-réalisation de la clause d'insertion sociale* de l'article 8.1.2. du contrat déroge à l'article 14.1. du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.1.3. du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.1.4. du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)